

LE JOURNAL

Au fond, ce sont toujours aux faibles que l'on fait la morale, tandis qu'on finit par blanchir les puissants. Simone Veil

DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

N° 450 SAMEDI 12 SEPTEMBRE 2025

BUDGET 2026
L'HEURE
EST
GRÈVE
18 SEPTEMBRE



120 personnes (pas mal de boomers !) étaient présentes au rassemblement du collectif local BLOQUONS TOUT. Débats, prises de paroles et une manif de la préf à la mairie. Une mise en jambe (sous haute surveillance policière - nous y reviendrons) en attendant d'autres initiatives...

RENDEZ-VOUS LE 18 SEPTEMBRE

La colère, le ras-le-bol ont eu la peau de Bayrou. Fini sa farce du conclave des retraites, ses mensonges sur Bétharram... Pause pour le budget 2026 avec la suppression de deux jours fériés, le gel des pensions de retraites et des prestations sociales, le déremboursement de médicaments, le doublement des jours de carence, la révision du statut d'affection longue durée, la saignée sur le budget des collectivités territoriales et donc de nos services publics, les attaques du droit du travail et de l'assurance chômage...

Une première victoire qui fait déjà trembler la classe politique et ses médias. Qu'importe si Macron décide ou non de dissoudre l'Assemblée nationale, s'il remplace Bayrou par un de ses clones dont Lecornu est un parfait exemple, l'histoire s'écrit maintenant dans la rue : le 10 par des blocages, des manifestations et puis tout au long du mois avec, en particulier, la grève prévue le jeudi 18 septembre par un front syndical uni.

L'heure n'est pas aux compromis illusoire ni aux rafistolages avec les macronistes et autres partis prêts à collaborer. La colère s'organise car plus personne n'est dupe des milliards de cadeaux fiscaux faits aux entreprises et aux plus riches tandis qu'ils dépouillent les citoyen·nes, les enfument en essayant de leur faire peur avec leur "chaos politique et budgétaire", leur "dette" !

Le chaos, c'est eux. En 8 ans de macronisme, le pays a atteint des records de pauvreté et connaît des faillites, des fermetures d'entreprises et des licenciements en cascades. L'heure est à la mobilisation, partout, le plus largement possible. Notre force, c'est notre nombre. En septembre, nous nous mobilisons contre leur monde de misère, pour la démocratie, la justice sociale et fiscale, la transition écologique.

Marie Rose Patelli

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

SAMEDI 13 SEPTEMBRE 2025
PLACE DE LA MAIRIE CHAUMONT 11H

STOP GÉNOCIDE GAZA

APÉRO DE DÉPART...



Il paraît que Bayrou est le premier 1er Ministre de la 5ème République à perdre la confiance par un vote de l'Assemblée nationale. Rien que cela méritait qu'on lève le verre à son départ. Pour réaliser une telle performance, on imagine aisément ce qu'il a fallu commettre de coups tordus, bassesses et vilénies de toutes sortes. Son budget 2025 restera en ce domaine un modèle du genre. Dur pour la France d'en-bas, léger pour les très riches. Et faut-il oublier Bétharram ?

Le pot de départ a débuté à 17 h et s'est poursuivi tard après le résultat du vote des députés. Une bonne quarantaine de personnes sont passées place de l'Hôtel de Ville. Cela aurait pu être mieux mais qu'importe, l'ambiance était là et puis quel bonheur de crier ensemble bye, bye Bayrou...

PAGE 2 ; REMETTRE LES JOURNALISTES À LEUR PLACE • TAIRE LE GÉNOCIDE

PAGE 3 : • N'AYEZ PAS PEUR • ANTICOR À CHAUMONT • MARDI 16 SEPTEMBRE CINÉ DÉBAT À L'AFFICHE •

PAGE 4 : DOMI DECKER EXPOSE SES PHOTOS ET TABLEAUX • ANTICOR À CHAUMONT • CINÉ-DÉBAT À L'AFFICHE • ÉMOTION • COURRIER...

GAZA GLOBAL SUMUD FLOTILLA

Dans une longue interview accordée au journal l'Humanité le petit fils de Nelson Mandela qui a embarqué avec la Global Sumud Flottilla explique les raisons de son engagement (extraits avec deux questions-réponses)

Que répondez-vous aux propos de Donald Trump, qui souhaite voir la flottille coulée, ou à ceux de Netanyahu, qui qualifient ses membres de terroristes ?

C'est risible. Ces mêmes personnes qualifiaient mon grand-père, Nelson Mandela, de terroriste. Aujourd'hui, il est célébré comme un héros mondial. Cela prouve bien qu'un terroriste pour les uns peut être un combattant de la liberté pour les autres. Nous restons déterminés à faire de cette mission un succès.

Nous appelons les États à faire respecter le droit international et à tenir Israël responsable. En tant que Sud-Africains, nous sommes fiers que notre président Cyril Ramaphosa ait porté plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale. Treize pays soutiennent désormais cette démarche. Le vent tourne, mais il faut que davantage de nations s'engagent.

Après la chute de l'apartheid en Afrique du sud, votre grand-père a réussi à imposer un processus de réconciliation. Pensez-vous qu'une paix durable soit possible entre Israéliens et Palestiniens ?

Cela dépend d'une chose essentielle : l'égalité des droits et de la dignité. Seuls des peuples libres peuvent négocier la paix. Lors des discussions avec le régime d'apartheid, mon grand-père avait posé trois conditions : libérer tous les prisonniers politiques, légaliser tous les partis, et permettre le retour des exilés.

Si l'on veut une paix réelle en Palestine, Israël doit faire de même : libérer les prisonniers politiques, autoriser les partis palestiniens à participer à la vie politique, et permettre aux sept millions de réfugiés Palestiniens de revenir chez eux. C'est la seule voie vers une transition démocratique et pacifique.



AFFICHE FRED SOCHARD

L'HUMANITÉ

LANGRES : TAIRE LE GÉNOCIDE ?

Le Jhm dans son édition du 1er septembre publie un bref compte-rendu de la conférence que l'évêque de Langres consacrait quelques jours plus tôt à l'Histoire de la Terre Sainte depuis 3000 ans.

Sur cette « Terre Sainte » plus de deux millions de Palestiniens sont menacés de mort ou de déportation. L'Etat israélien qui se présente comme le bastion avancé de la « civilisation judéo-chrétienne », est déjà responsable de près de 100 000 morts dont 18 000 enfants.

L'Eglise a toujours manifesté son souci de la situation des Palestiniens. En novembre 2024, le pape François a évoqué l'existence du génocide à Gaza et exigé la réalisation d'une enquête internationale.

On peut donc s'étonner que l'article du Jhm ne mentionne aucune déclaration de Mgr de Metz-Noblat concernant l'actualité tragique de la terre de Palestine.

S'agit-il d'un nouvel exemple de la censure qu'applique quasi systématiquement le quotidien départemental au génocide en cours ? Ou d'un oubli coupable du prélat ?

A. Fellner

REMETTRE LES JOURNALISTES À LEUR PLACE

Deux journalistes de France Inter (Thomas Legrand et Patrick Cohen) ont été filmés dans un café en grande discussion avec deux hauts responsables du PS. Des extraits de ces échanges ont été diffusés par

«L'incorrect», un site d'extrême droite. Il faut bien sûr se méfier de ces bouts de



conversation sortis de leur contexte qui, enrobés et relayés par des médias malintentionnés, donnent une idée assez éloignée de la réalité. Mais tout de même...

Thomas Legrand a été retiré de l'antenne de France Inter pour avoir dit : « nous on fait ce qu'il faut sur Dati, Patrick et moi ». Phrase qui a provoqué des vagues d'indignation à droite et dans toute la fachosphère.

Personnellement, ça ne me dérange pas. Que des journalistes et un média, à qui la ministre de la Culture a déclaré la guerre, l'attendent au tournant est parfaitement compréhensible. Thomas Legrand affirme qu'il s'agissait de débusquer toutes les fake-news de Rachida Dati et de les démonter à l'antenne. Rien à dire ! Mais pourquoi a-t-il éprouvé le besoin de s'en ouvrir à des responsables du PS ?

Ce qui me pose vraiment problème, et qui a été beaucoup moins relayé, c'est l'intervention politique de Thomas Legrand. Il explique comment une coalition allant de Ruffin au macroniste Canfin pourrait permettre à Glücksmann d'accéder au second tour (avec 32 ou 33 % des voix, selon Patrick Cohen). Jusque-là ça pourrait passer pour un simple exercice de politique-fiction. Mais Legrand ajoute : « Le marais centre-droit centre-gauche, on ne les entend pas beaucoup, mais ils écoutent France Inter. Et ils écoutent en masse... ».

Ça ressemble donc plutôt à une offre de services qui pourrait se traduire par : « Ecartez LFI et on vous aidera à récupérer le centre droit ». En réalité, utiliser le repoussoir RN (et désormais LFI) en jouant sur une sorte d'amalgame droite-gauche n'est qu'une énième tentative de prolongation du macronisme.

Il n'est pas douteux que de nombreux journalistes de l'audiovisuel public en soient encore là.

Après tout pourquoi pas ? Mais qu'ils le disent clairement ! L'objectivité n'étant que relative, il est bon qu'on sache d'où vient l'information. En l'occurrence : de droite et de plus en plus d'extrême droite dans le privé. Du centre, de plus en plus, dans le public.

Si tous les journalistes de l'audiovisuel pouvaient être remis à leur place, on s'apercevrait que, contrairement à ce qu'affirment les médias des milliardaires, la gauche est très largement sous-représentée sur les ondes nationales. Là se situe le vrai problème démocratique.

Au lieu de répondre positivement aux injonctions de la droite, les responsables de France Inter devraient plutôt réfléchir à ça.

Lionel Thomassin

« Si vous taxez les très riches, ils vont partir à l'étranger »

N'AYEZ PAS PEUR

Avant d'être congédié, François Bayrou aura lourdement brandi le spectre de l'exil des grandes fortunes pour défendre sa place et son budget, et combattre la proposition de « taxe Zucman ».

Gabriel Zucman, économiste, propose pour les ultra-riches une taxe sur les patrimoines de plus de 100 millions d'euros. Il avait, par avance, démonté le mensonge de Bayrou.

La taxe Zucman est un impôt plancher qui ne touche pas les entreprises (ce n'est pas un impôt sur les sociétés), elle vise la fortune personnelle des ultra-riches.

Le risque d'inconstitutionnalité n'existe pas car on ne peut sérieusement avancer le caractère « confiscatoire » d'une taxe qui ne serait que de 2%.

La fiscalité française reconnaît déjà le principe d'un impôt sur le patrimoine à travers la taxe foncière. Celle-ci, indépendante du revenu du contribuable, est profondément injuste.

La taxe Zucman est conforme aux principes constitutionnels d'égalité devant l'impôt, aujourd'hui bafoués. En proportion de leurs revenus, les milliardaires payent deux fois moins d'impôts que le contribuable moyen.

Toutes les études montrent que le risque réel d'exil fiscal en réponse à l'imposition sur la fortune est négligeable. Selon « France Stratégie » (organisme rattaché à Matignon), « 0,1 à 0,2% maximum de la population totale des hauts patrimoines choisit de s'expatrier lorsqu'elle est taxée sur l'ensemble de ses actifs financiers et immobiliers, ces flux restent suffisamment faibles pour n'avoir qu'un effet marginal sur l'économie française ».

Les études effectuées en Suède, en Norvège et au Royaume-Uni arrivent aux mêmes conclusions.

Il n'est donc vraiment pas sérieux d'agiter l'épouvantail de l'exil fiscal pour écarter les mesures de justice fiscale qui s'imposent.



Pascal Pruvot

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Luc, Jean-Paul, Françoise, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-François, André, Patricia, Alain, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Pierre, Rachel, Gérard, Michel, Mireille, Lionel, Luc, Anne et Franck, Maurice, Marie-Christine, Françoise et Jean-Paul, Christian, Anne-Marie, Richard et Josette, Anne-Marie, Bernard et Christine, Francis et Christine, Gillette et Jean-Claude, Claudine, Jeanne, Liliane, Séverine, Patrice, Hervé, Marie-Thérèse, Josette, André et Josette, Claire, Marinette, Jean-Claude, François, Michel, Luc, Jacqueline et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN·E MILITANT·E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

UN MAIL

La justice a ordonné à l'État de revoir ses procédures d'autorisation de mise sur le marché des pesticides. Cette décision « historique » reconnaît le « préjudice écologique » de la contamination des milieux par ces substances. Cette décision aura immanquablement un impact quant aux bonnes pratiques locales revendiqués par la profession. Restons vigilant.

Un militant activiste

ANTICOR À CHAUMONT

**VENDREDI 12 SEPTEMBRE
PATRONAGE LAÏQUE 19H**

Projection et débat autour du film « La (très) grande évasion » de Yannick Kergoat - Ce documentaire aborde le thème de l'évasion fiscale avec humour et clarté. **ENTRÉE LIBRE**

**SAMEDI 13 SEPTEMBRE
MARCHÉ DE CHAUMONT
DE 8H À 13 H**

**MARDI 16 SEPTEMBRE
18H30 AU CINÉMA - À L'AFFICHE**

NO OTHER LAND

Réalisation : Basel Adra, Hamdan Ballal, Rachel Szor, Yuval Abraham

CINÉ-DÉBAT

Avec la participation d'**Alain Desmarests**, président de l'Association France Palestine Solidarité Lorraine Sud

ÉMOTION



Chaque samedi, nous distribuons gratuitement le Journal des retraités-es sur le marché de Chaumont.

Certains lecteurs nous remettent, à l'occasion, une pièce, un billet voire un chèque.

Samedi dernier, une brave dame a accepté avec hésitation le journal que nous lui tendions en demandant : « je vous dois quelque chose ? – non, c'est gratuit. – oh si, je vais vous donner quelque chose ».

Fouillant avec précaution dans son porte-monnaie, elle nous a remis une pièce de 2 euros.

Ce geste, d'une personne manifestement sans grands moyens financiers, nous a « remué les tripes ».

EXPO D'OCTOBRE

DOMI DECKER

PHOTOGRAPHIES
ET PEINTURES

scène(s)

SAMEDI 4 &
DIMANCHE 5 OCTOBRE
2025 10H À 19H

VERNISSAGE
VENDREDI 3 OCTOBRE
18H30



MAISON DES CARMÉLITES

83 rue Victoire de la Marne
52000 CHAUMONT

VOIES LIBRES...

La Voix de la Haute Marne nous a gratifiés de deux articles qui tranchent avec le conformisme et l'allégeance au politiquement correct du quotidien local. Si l'Affranchi est coutumier du fait, il est rassurant qu'un autre hebdo lui emboîte le pas. Le premier article, le 14 août reprend la situation dramatique du conflit palestinien, relatant sans concession les faits et le rassemblement du samedi matin, autour de la Ligue des Droits de l'Homme, place de l'Hôtel de ville de Chaumont avec le mot d'ordre « STOP GÉNOCIDE À GAZA », depuis 84 semaines et qui se poursuit, hélas.

Le second article, le 29 août, revient sur quelques votes des député-es RN du département, Bentz et Robert-Dehault, et les analyses sans complaisance. Avoir deux députés RN dans le département facilite la mise à jour de leur ADN politique.

D'abord des choix idéologiques, personnels, voire intégristes, en lieu et place de choix au service d'une république laïque, démocratique, au service de la protection des personnes et de leur bien-être. Il en est ainsi du vote de Bentz contre la proposition de loi sur le viol et le non consentement, position démontée par la présidente du CIDFF (Centre d'Information du droit des femmes). Il en est de même pour la proposition de loi créant un droit à l'aide à mourir où les convictions personnelles l'emportent sur la nécessité de garantir l'autonomie, la liberté de patients usés par des souffrances insoutenables.

Le double jeu, double langage est une autre constante politique du RN. Le journaliste illustre cette pratique par le vote des deux députés sur la TVA des auto-entrepreneurs où ils s'indignent d'un seuil de chiffre d'affaires à 25 000€, alors qu'ils avaient proposé 19 000€, donc encore plus bas. Être au service du grand capital est une constante dont témoigne le vote pour la loi Duplomb, qui dérèglemente des protections environnementales et va favoriser les cultures intensives, les exploitations démesurées, la disparition des petits exploitants agricoles.

Ces tares et quelques autres, nous les avons illustrées dans notre journal depuis quelques années, à propos des déserts médicaux, de l'installation des médecins, de la défense des hôpitaux de proximité principalement. Cela fait du bien de retrouver sous la plume de journalistes des analyses qui nous confortent dans notre volonté de dénoncer l'incompétence, les mensonges et les manipulations qui collent au RN.

Louis Laprade

MERCOSUR : MACRON S'APLATIT DEVANT LA COMMISSION EUROPÉENNE

La Commission européenne a validé, le 3 septembre, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Bolivie).

Dans la foulée, elle a appelé les 27 à approuver le texte, promettant des « garanties » aux agriculteurs. Le gouvernement français s'apprête à trahir à nouveau sa parole en acceptant cet accord qui doit permettre à l'UE d'exporter plus de voitures, de machines, de vin et de spiritueux, mais qui va aussi faciliter l'entrée de produits comme la viande de bœuf, de volaille, le sucre, le riz, le miel et le soja sud-américains, au risque de fragiliser certaines filières agricoles.

Mercosur, c'est le traité de la viande aux hormones et aux antibiotiques, du sucre massivement arrosé de pesticides, de la déforestation et du dumping social. Accepter le Mercosur, c'est signer l'arrêt de mort de nos agriculteurs et fermer les yeux sur la catastrophe écologique qui suit. Imposé par Von der Leyen et applaudi par Macron qui nous mène en bateau en jurant qu'il s'y oppose, c'est une trahison pour nos agriculteurs et le pays. Nous ne laisserons pas passer.

